



OUTIL DE VEILLE MULTIRISQUES POUR LES PAYS CÔTIERS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin - Côte d'Ivoire - Ghana - Togo
Au 30 novembre 2023

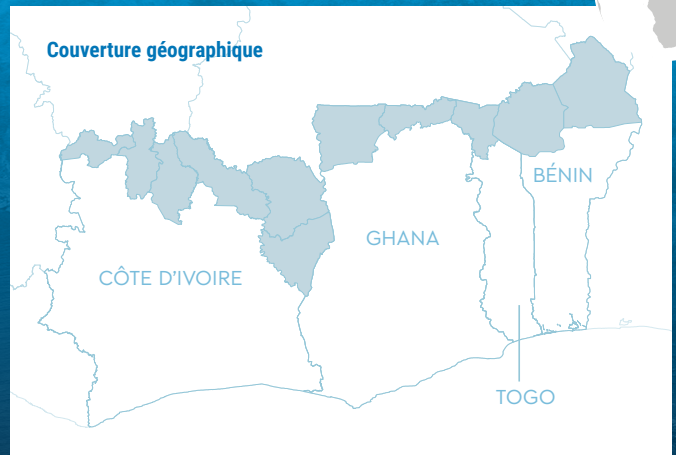
Informations clés sur l'évolution du contexte (octobre - novembre 2023)

Concernant l'évolution de la situation humanitaire, les mois d'octobre et novembre ont toujours été caractérisés par des phénomènes climatiques. Cette année, les inondations au Ghana ont eu un impact sur l'écosystème humanitaire et ont présenté des difficultés d'accès.

De manière générale, le contexte sécuritaire est resté stable au cours des mois d'octobre et novembre. Aucune augmentation notable relative au nombre d'incidents de sécurité n'a été rapportée en comparaison avec la période précédente.

- En octobre, des fortes inondations ont touché la partie sud-est du **Ghana** après l'ouverture des vannes des barrages d'Akosombo et de Kpong. Les inondations ont forcé plus de 39 000 personnes à se déplacer vers des lieux de refuge¹. Par ailleurs, quatre incidents sécuritaires ont été rapportés dans le nord du pays, principalement des affrontements entre des forces de sécurité et une milice d'autodéfense.
- Le **Bénin** continue d'enregistrer le nombre le plus élevé d'incidents, avec une prédominance des attaques contre les civils et des affrontements opposant un groupe armé non-étatique aux forces de l'ordre.
- Au **Togo**, les affrontements entre groupes armés non-étatiques et forces de sécurité se poursuivent suivant une fréquence moindre qu'au Bénin.
- L'accalmie notée depuis la période août-septembre persiste au nord-est de la **Côte d'Ivoire** où aucun incident sécuritaire n'a été enregistré en octobre et novembre.

¹ Ghana – Rapid Needs Assessment of IDPs in Volta (October 2023) | Displacement Tracking Matrix (iom.int)



Régions administratives

Bénin : Atacora, Alibori

Côte d'Ivoire : Folon, Bagoue, Poro, Tchologo, Bounkani, Gontougou

Ghana : Upper West, Upper East

Togo : Savanes

Chiffres clés* (janvier 2021 - novembre 2023)

	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo
# de troubles sociaux	134	21	17	14
# d'incidents violents	260	26	41	40
Population à risque sur population totale	1,9M /11,9M (16%)	2,9M /22,9M (11%)	2,1M /29,3M (7%)	1,0M /7,9M (13%)

* Comprend les régions administratives suivantes : Alibori, Atacora au Bénin ; Folon, Bagoue, Poro, Tchologo, Bounkani, Gontougou en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo.



Insécurité : Entre janvier 2021 et novembre 2023, 553 incidents, incluant 186 troubles sociaux et 367 épisodes violents ont été signalés dans les régions du nord du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire.



Sécurité alimentaire : Selon les résultats de la mise à jour du Cadre Harmonisé, environ 517 000 personnes sont actuellement (octobre à décembre 2023) en situation d'insécurité alimentaire dans les zones d'intérêt de l'analyse GRANIT, c'est-à-dire dans les régions du nord du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo. Ce chiffre représente une légère augmentation de 4% par rapport à la même période l'an dernier.



Accès aux services de base : Au Togo, en octobre et novembre les 109 structures de santé de la région des Savanes ont fonctionné sans interruption et n'ont subi aucune attaque. Néanmoins, la région est confrontée à des défis liés à l'intégration des réfugiés et des personnes déplacées, en particulier dans les zones frontalières. Au nord du Bénin, le nombre d'écoles fermées a diminué de 33 écoles fermées au deuxième trimestre (avril à juin 2023) à 10 écoles fermées à la rentrée scolaire 2023 (septembre à décembre 2023).

Évolution des incidents sécuritaires²

Entre janvier 2021 et novembre 2023, 553 incidents, incluant 186 troubles sociaux et 367 épisodes violents ont été signalés dans les régions du nord du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire.

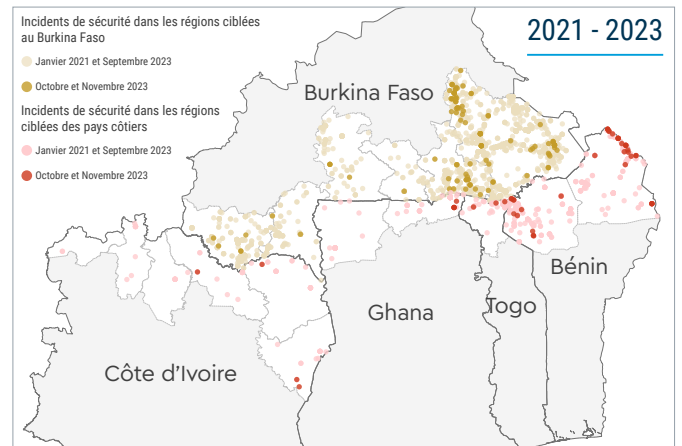
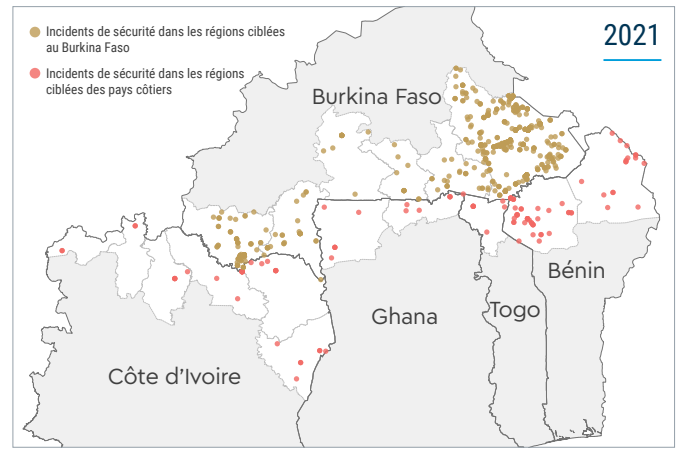
En octobre et novembre, le nombre d'épisodes violents a baissé d'une unité par rapport à la période août et septembre. Globalement, la tendance observée au cours de la précédente période de veille persiste.

Le **Bénin** continue d'enregistrer le nombre le plus élevé d'incidents, avec une prédominance des attaques contre les civils et des affrontements opposant un groupe armé non-étatique aux forces de l'ordre.

Au **Togo**, les affrontements entre groupes armés et forces de sécurité se poursuivent suivant une fréquence moindre qu'au Bénin.

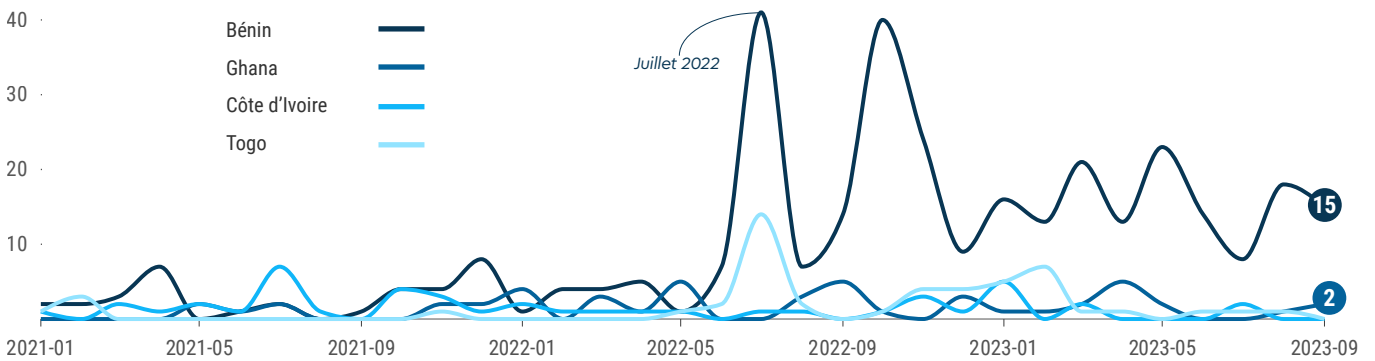
En **Côte d'Ivoire**, l'accalmie qui prévalait au cours de la période précédente se maintient.

Au nord du **Ghana**, la période octobre et novembre est marquée par une série d'affrontements entre les forces de sécurité et une milice d'autodéfense.

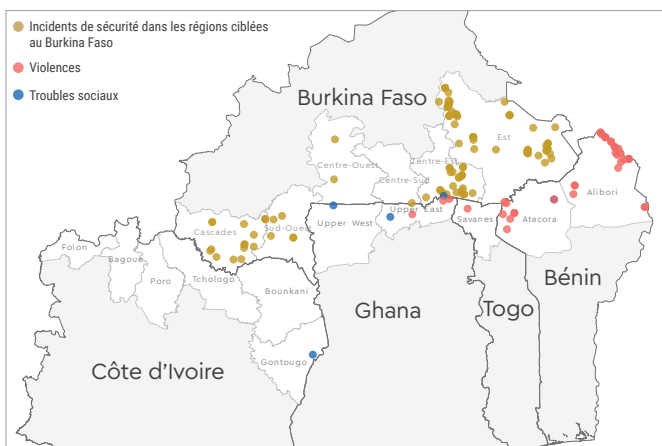


² Source de données sur les incidents sécuritaires : ACLED. Analyse par ACAPS.

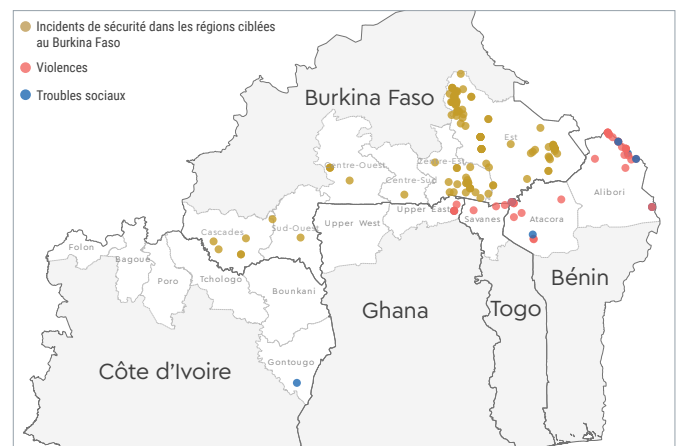
Evolution des incidents violents par pays



Août et septembre 2023



Octobre et novembre 2023



Insécurité

Cette section examine l'évolution des incidents sécuritaires dans les pays côtiers pour la période août et septembre ainsi que la période octobre et novembre 2023. Les termes de «troubles sociaux» et «violences» servent à distinguer les manifestations, soulèvements

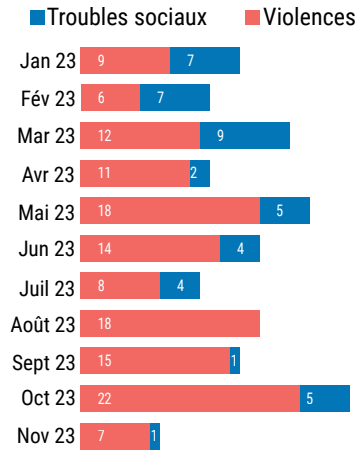
populaires et incidents impliquant les forces de l'ordre, défis sociétaux et des événements violents tels qu'attaques de groupes armés, conflits communautaires ou enlèvements.

Bénin

Au cours de la période octobre et novembre, 29 épisodes de violence ont été rapportés dans les régions nord du Bénin contre 33 en août et septembre. Cette baisse s'inscrit dans les fluctuations observées depuis janvier 2021. Les incidents rapportés prennent pour la plupart la forme d'attaques d'un groupe armé non-étatique contre des forces de sécurité, de kidnappings et d'attaques contre des civils.

Comme pour la période août et septembre, Alibori est la région la plus affectée avec 72% des incidents rapportés en octobre et novembre.

Évolution des incidents sécuritaires



Violences par type

octobre et novembre



- Affrontements armés
- Attaques
- Enlèvements/disparitions forcées

Côte d'Ivoire

L'accalmie notée ces derniers mois persiste au nord-est de la Côte d'Ivoire où aucun épisode de violence n'a été enregistré en octobre et novembre.

Évolution des incidents sécuritaires



Ghana

Durant la période octobre et novembre, quatre épisodes de violence ont été rapportés dans le nord du Ghana, principalement dans la région Upper East. Il s'agit d'une série d'affrontements entre des forces de sécurité et une milice d'autodéfense. Ces événements ne semblent pas avoir de lien avec les trois épisodes de violence rapportés en août et septembre.

Évolution des incidents sécuritaires

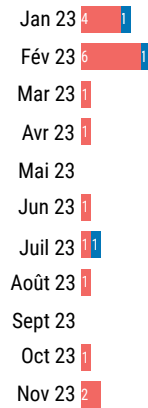


- Affrontement armé
- Attaques

Togo

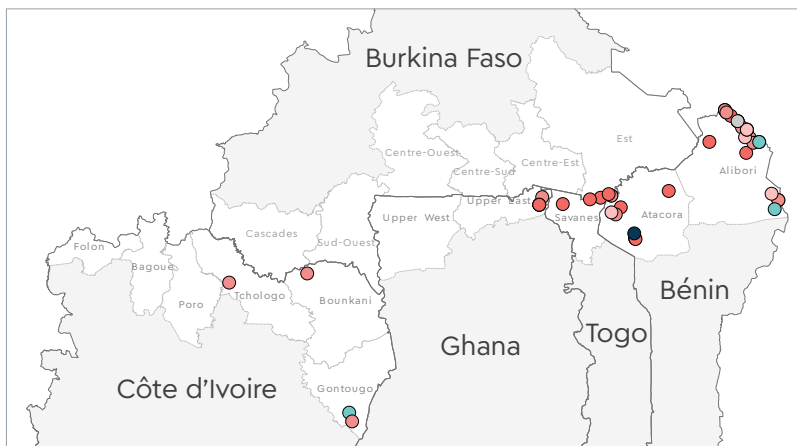
Dans la période octobre et novembre, le Togo a été témoin de trois épisodes de violence dans sa partie nord contre une seule au cours de la période août et septembre. Il s'agit d'affrontements entre les forces de sécurité et le principal groupe armé non-étatique présent dans la région Savanes.

■ Troubles sociaux ■ Violences



■ Affrontements armés

Incidents sécuritaires par type en octobre et novembre 2023



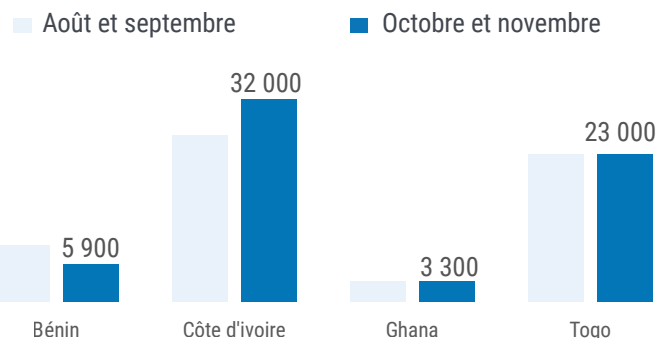
- Affrontement armé
- Attaque
- Enlèvement/disparition forcée
- Manifestation pacifique
- Pillage/destruction de biens
- Autres

Dynamiques de déplacement

Réfugiés³

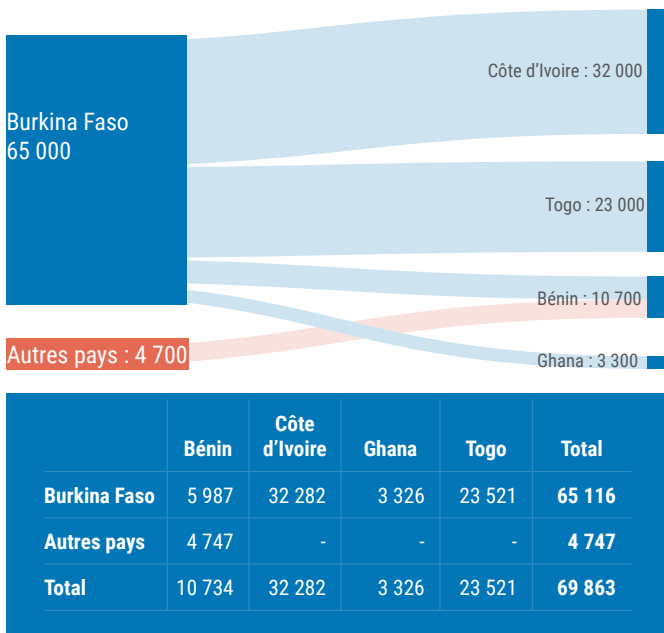
Les données sur la période octobre et novembre montrent une augmentation dans le nombre de réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés dans le nord des pays côtiers. Au 30 novembre 2023, le nombre total de réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés était de **69 863** personnes, comparé à **66 915** personnes enregistrées au 30 septembre. Alors que le nombre de réfugiés et demandeurs d'asile **burkinabè** enregistrés au **Togo** et **Ghana** n'a pas évolué lors de la période de rapport, la **Côte d'Ivoire** continue d'observer une augmentation significative du nombre de demandeurs d'asile, passant de 26 569 personnes à la fin septembre à 32 282 personnes à la fin novembre. En revanche, une diminution du nombre de réfugiés et demandeurs d'asile enregistrés au **Bénin** est à constater durant la période sous revue suite en partie au déploiement du système d'enregistrement biométrique ainsi qu'à la suspension temporaire de l'enregistrement à la fin novembre.

Réfugiés venant du Burkina Faso par pays



³ Analyse et données de référence mises à disposition par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

Provenance des réfugiés et des demandeurs d'asile⁴



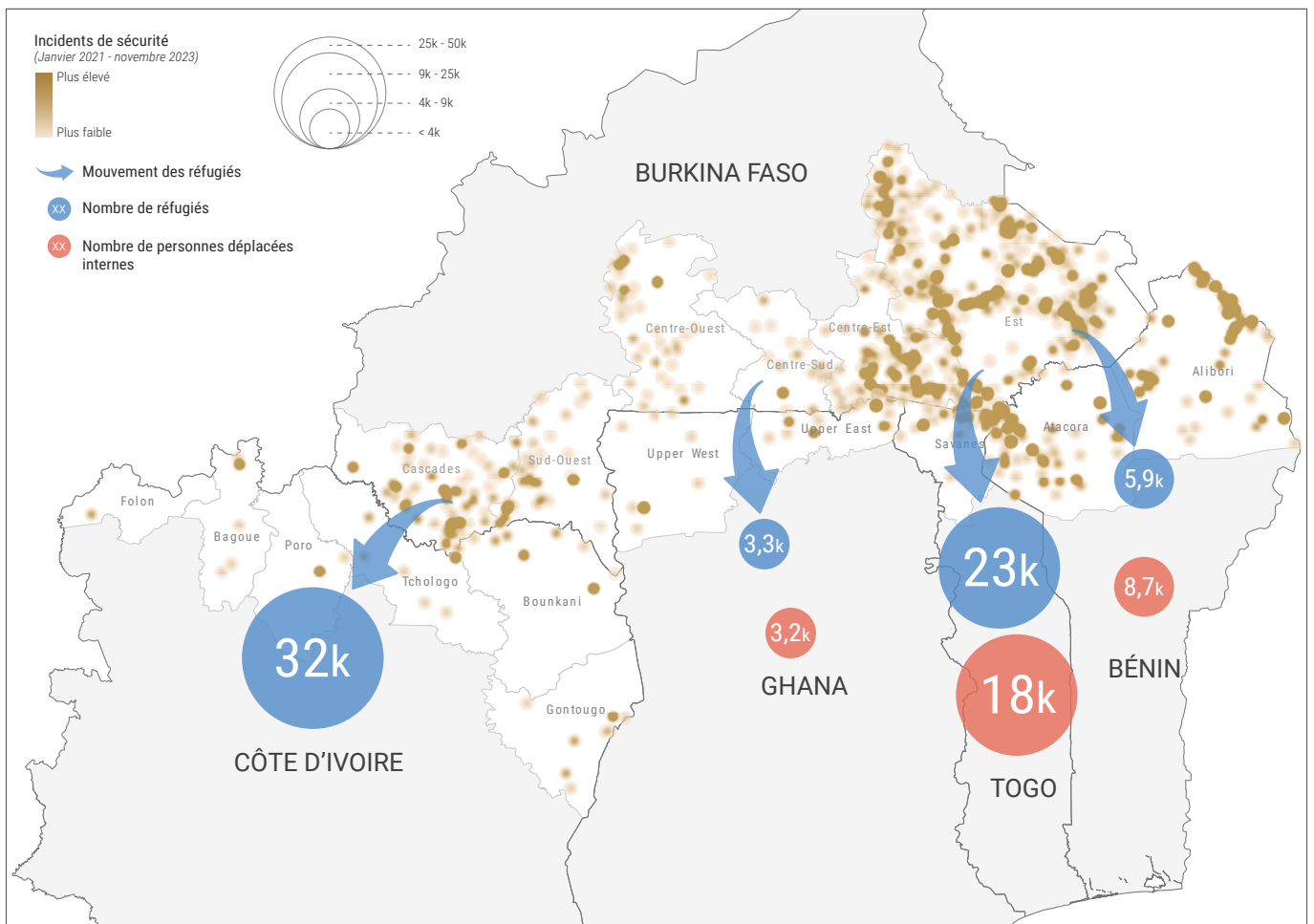
Déplacements internes⁵

La Matrice de suivi de déplacements (DTM) de l'Organisation internationale pour les migrations a fait état de **18 429** individus déplacés internes dans la région des Savanes au **Togo** à la suite d'une collecte de données ayant pris place aux mois de juin et juillet 2023. Ceci correspond à une estimation de 4 206 ménages déplacés. Au **Bénin**, selon un travail d'harmonisation conjoint tenu entre l'Agence Nationale de la Protection Civile, la DTM, ainsi que des partenaires gouvernementaux et humanitaires nationaux et locaux au mois de novembre 2023, 8 785 déplacés internes ont été retenus pour le mois de juillet 2023 ; les communes de Banikoara, de Matéri, et de Karimama abritant le plus de personnes, avec respectivement 3 671, 2 892 et 1 540 déplacés internes. Le 21 avril 2023, 3 158 personnes déplacées internes (PDI) étaient rapportées par le Service de l'Immigration du **Ghana**, les populations se trouvant dans les régions de Zebilla (802 PDI), de Pulmakom (255 PDI) et de Bawku/Missiga (2 131 PDI) au nord du pays.

Au 30 novembre 2023, en **Côte d'Ivoire**, aucun déplacement interne de la population n'a été enregistré de manière officielle par les autorités locales.

	Bénin	Côte d'Ivoire	Ghana	Togo	Total
	8 785	0	3 158	18 429	30 372

Répartition des réfugiés venant du Burkina Faso et déplacés internes dans les pays côtiers



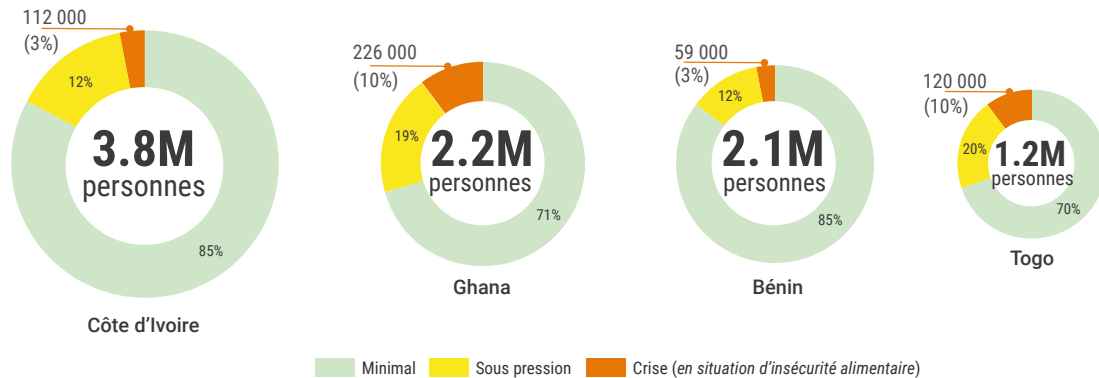
⁴ Analyse et données de référence mises à disposition par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

⁵ Analyse et données de référence mises à disposition par le bureau régional de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

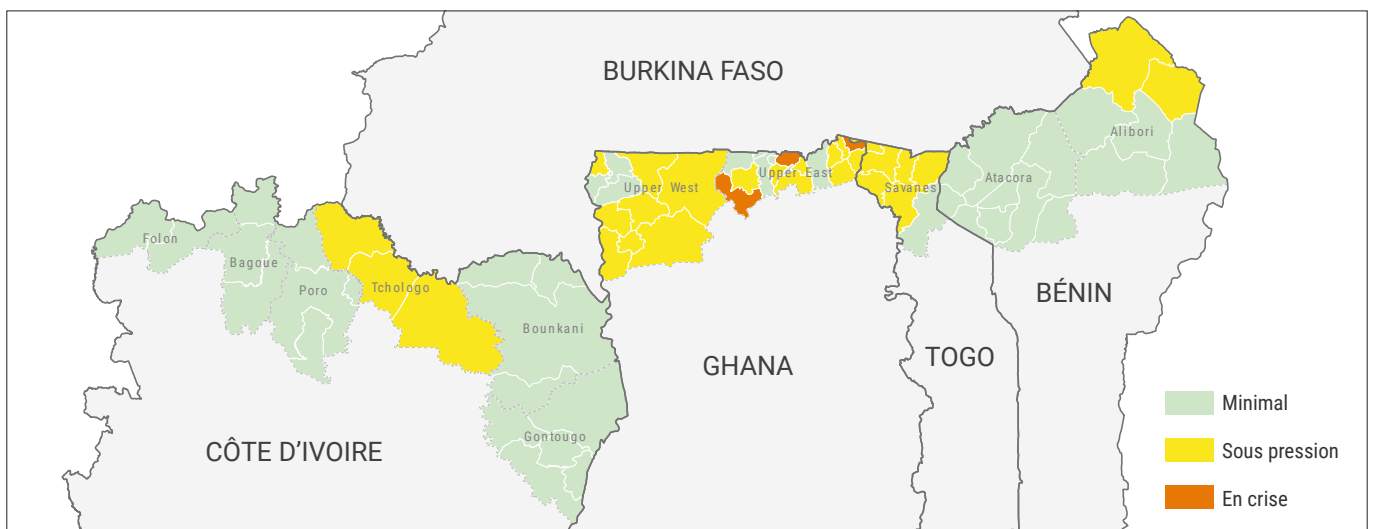
Sécurité alimentaire⁶

Résultats du Cadre Harmonisé (CH)

- Environ 517 000 personnes sont actuellement (octobre et décembre 2023) en situation d'insécurité alimentaire dans les zones d'intérêt de l'analyse GRANIT, c'est-à-dire dans les régions du nord du Bénin, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo. Ce chiffre représente une légère augmentation par rapport à la même période l'an dernier (+4%). Ce chiffre comprend 59 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire (CH Phase 3+) au Bénin, 112 000 en Côte d'Ivoire, 226 000 au Ghana et 120 000 au Togo.
- La projection juin-août 2024 indique que près de 713 000 personnes seront en situation d'insécurité alimentaire au cours de la prochaine période de soudure, soit une augmentation de 7% par rapport à la période juin-août 2023. Cela comprend environ 101 000 personnes en situation d'insécurité alimentaire au Bénin, 114 000 en Côte d'Ivoire, 253 000 au Ghana et 245 000 au Togo.
- Les estimations du CH incluent environ 26 500 personnes classées dans la phase 4 (urgence) au cours de la période actuelle au Ghana. Ce chiffre devrait passer à 29 000 pour la période juin-août 2024. Il s'agit d'une baisse significative (-63%) par rapport à la période juin-août 2023, où l'on estimait que près de 78 000 personnes au Bénin (3 000), au Ghana (35 000) et au Togo (40 000) étaient en phase 4.



Situation alimentaire et nutritionnelle courante (octobre-décembre 2023)



Prix de marché:

- Au **Bénin**, en novembre 2023, les prix de certains aliments de base sont restés élevés ; à Alibori, les prix étaient plus élevés que l'année dernière: haricots noirs (+140%), du blé (+91%), du riz importé (+25%), du sorgho (+22%), du maïs blanc (+19%). À Atacora, une tendance similaire a été observée, mais à un degré moindre: des prix plus élevés pour l'huile de palme (+44%), le sorgho (+42%), le maïs (+28%) et le mil (+13%) par rapport à l'année dernière ont été observés.
- Au **Ghana**, l'inflation alimentaire a été constamment élevée pendant la majeure partie de l'année 2023, avec une moyenne d'environ 50% entre janvier et octobre. Bien qu'elle ait baissé vers la fin de l'année, elle est demeurée élevée, à environ 29 % en décembre. Bien que le cedi ghanéen se soit stabilisé en 2023 par rapport à 2022, la monnaie s'est dépréciée d'environ 30% par rapport au dollar américain. Le pays traverse sa pire crise économique depuis des décennies, avec une dette publique presque aussi importante que son PIB.

⁶ Analyse et données de référence mis à disposition par le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Accès aux services de santé⁷

Togo

En octobre et novembre 2023, les 109 structures de santé de la région des Savanes ont fonctionné sans interruption et n'ont subi aucune attaque. Néanmoins, la région est confrontée à des défis liés à l'intégration des réfugiés et des personnes déplacées, en particulier dans les zones frontalières et au centre hospitalier régional de Dapaong, qui a vu une augmentation des cas sociaux et d'indigents. La dispersion des réfugiés et des déplacés complique la fourniture de services de santé adaptés, et il existe une capacité limitée pour la prise en charge médicale et psychologique de ces populations. Un manque d'assistance en vivres et non-vivres est également rapporté. Des données plus précises sont attendues à la suite d'un recensement pour améliorer l'efficacité de l'intervention humanitaire.

Accès à l'éducation⁸

Bénin

Au nord du Bénin, le nombre d'écoles fermées a diminué de 33 écoles fermées au deuxième trimestre (avril-juin 2023) à 10 écoles fermées à la rentrée scolaire 2023 (septembre-décembre 2023). Il s'agit de 6 écoles fermées dans le département de l'Alibori (contre 22 en avril à juin), et 4 écoles fermées dans le département de l'Atacora (contre 11 en avril-juin). La fermeture des écoles est due au déplacement forcé des populations des villages ayant enregistré des cas de violence armée et/ou ayant reçu des menaces.

Violences basées sur le genre (VBG)⁹

Dans un contexte fragilisé par l'instabilité sécuritaire, le suivi des aspects liés à la protection des personnes reste une priorité pour assurer la complétude du suivi multirisques.

Bénin

Le pays accueille 8 274 personnes déplacées et environ 22 876 demandeurs d'asile et réfugiés, dont 5 074 femmes en âge de procréation, dont 808 femmes enceintes. Les besoins fondamentaux non satisfaits en matière de logement, de nourriture, de santé, d'habillement, d'éducation, d'eau, etc. augmentent le risque de violences basées sur le genre pour les populations vulnérables, y compris les abus et l'exploitation sexuels, le sexe de survie, le mariage des enfants, le viol, l'agression sexuelle, la violence psychologique, la traite et l'adoption de mécanismes de survie négatifs par les familles les plus vulnérables. Compte tenu des données fournies par le Ministère des Affaires Sociales du Bénin, 3 192 survivantes de VBG ont été aidées en octobre et novembre 2023. En novembre, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) au Bénin a organisé un atelier régional de formation des formateurs sur le paquet minimum de services initiaux (MISP) qui a accueilli 32 participants de sept pays. Le FNUAP continue de soutenir les personnes déplacées dans la région du Nord en leur fournissant des services intégrés de VBG et de santé sexuelle et reproductive par le biais de cliniques mobiles ouvertes dans les municipalités de Coby, Matéri et Tanguiéta dans le département de l'Atacora.

Togo

L'insécurité dans la région des Savanes entrave le soutien aux quelques 39 526 réfugiés, 32 000 personnes déplacées et 1,1 million de membres des communautés d'accueil touchées par la violence dans le nord du pays. Les femmes et les filles ont besoin de services de santé sexuelle et reproductive et de protection contre les VBG. Dans la région, les services de protection sont limités. Il existe trois centres d'écoute pour les survivantes de VBG afin qu'elles puissent bénéficier d'un soutien psychosocial soutenu par le gouvernement. Compte tenu de l'approche centrée sur l'accès à des services spécialisés en matière de VBG, 315 survivantes ont été prises en charge d'août à fin octobre 2023 au sein de centres d'écoute et de centres à guichet unique soutenus par le FNUAP. Les consultations médicales et les ordonnances doivent être payées par les réfugiés et les personnes déplacées, ce qui limite l'accès, en particulier pour ceux qui n'ont pas de revenus financiers. Cinq parties prenantes togolaises ont participé à la réunion MISP organisée en novembre par le FNUAP à Cotonou, au Bénin, afin de renforcer les capacités de préparation et de réponse aux urgences humanitaires.

⁷ Analyse et données de référence mises à disposition par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

⁸ Analyse et données de référence mises à disposition par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

⁹ Analyse et données de référence mises à disposition par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Anomalies de la production de biomasse¹⁰

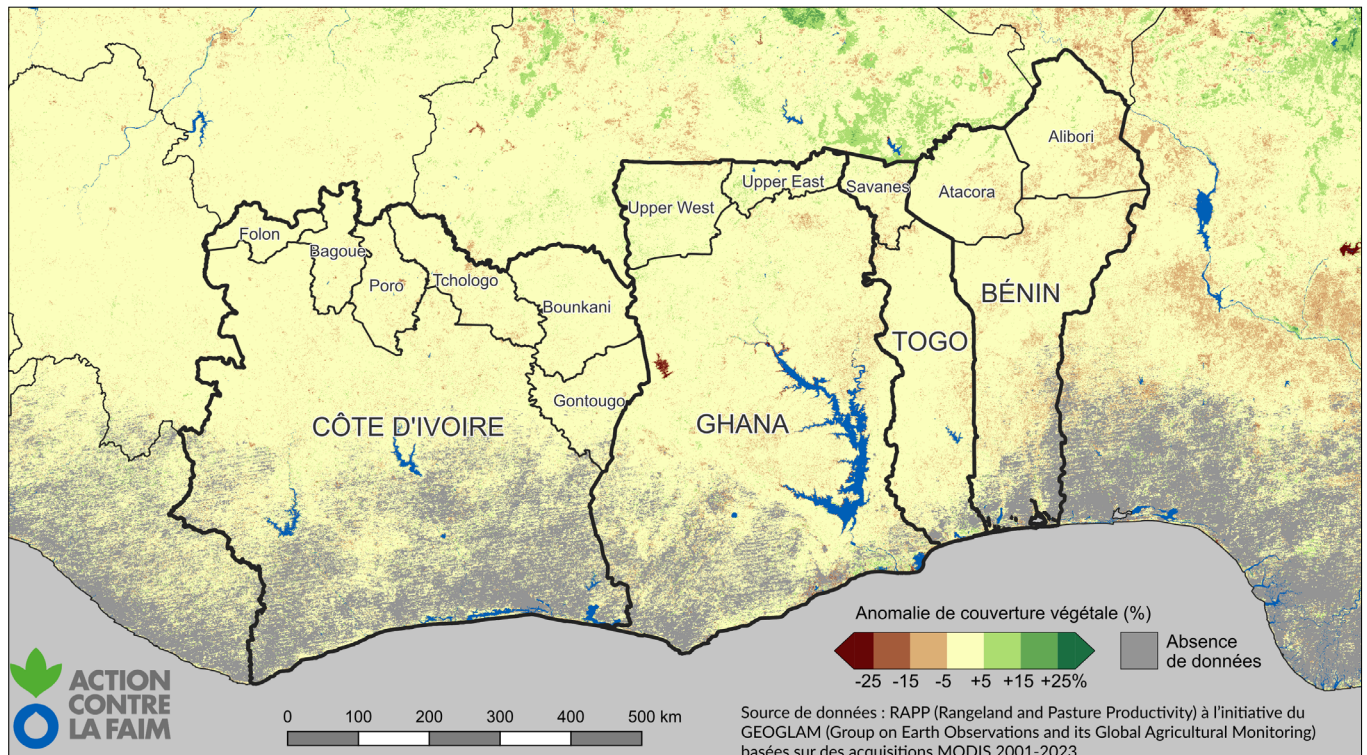
La période octobre et novembre 2023 coïncide avec la fin de la saison des pluies sur l'ensemble des pays du Golfe de Guinée. L'anomalie de couverture végétale, incluant la végétation verte et la végétation sèche, en comparaison avec la moyenne sur les 22 dernières années, est normale à légèrement déficitaire.

A l'échelle des unités administratives, quelques cas particuliers se distinguent notamment Alibori (-2,13%) et Atacora (-1,57%) au Bénin en déficit modéré. Seul Upper West au Ghana est en anomalie légèrement positive avec +0,13%.

Ces anomalies négatives devraient s'accroître dans les années à venir en raison du changement climatique et de l'exploitation du potentiel forestier de cette zone. Les faibles productions de biomasse dans les pays sahéliers ainsi que l'insécurité entraînent des conséquences sur les mouvements de transhumance vers les pays côtiers augmentant la pression sur le potentiel fourrager de ces zones dites d'accueil.

Tous les détails sur l'analyse sont disponibles sur : sigahel.info

Anomalies de couverture végétale mesurées pour le mois d'octobre 2023 dans les régions cibles



¹⁰ Analyse et données de référence mises à disposition par l'Action Contre la Faim (ACF).



Le GRANIT a été conçu en 2021 à Dakar à l'initiative du Bureau des Nations Unies pour la Coordination Humanitaire (OCHA), l'OIM et REACH, avec l'appui des Groupes Sectoriels Régionaux, des agences du système des Nations Unies et d'organisations non-gouvernementales.

Le GRANIT cherche à créer un forum d'experts techniques et gestionnaires de l'information afin d'ouvrir la voie à une approche analytique régionale, holistique et intersectorielle pour informer les phases de préparation et de réponse aux crises.

Méthodologie

L'outil de veille vise à assurer le suivi de l'évolution de la situation dans les pays ciblés avec une approche multirisques.

Pour ce faire, 15 indicateurs ont été sélectionnés par le groupe régional d'experts en préparation et réponse aux urgences et les membres du GRANIT.

L'évaluation de la situation est élaborée par le groupe d'experts qui collaborent au GRANIT.

La qualité de l'analyse est influencée par la complétude des données/informations disponibles.

La fréquence de mise à jour est bimestrielle. Un découpage de la zone frontalière des pays (Alibori, Atacora au Bénin ; Savanes, Zanzan en Côte d'Ivoire ; Upper East, Upper West au Ghana ; Savanes au Togo) a été effectué pour réduire la zone d'étude.

Pistes de réflexion proposées

- i. Assurer un suivi régulier de l'évolution de la situation sécuritaire dans les zones au sud du Burkina Faso et les zones nord des pays côtiers, tout le long des frontières.
- ii. Améliorer l'analyse et la désaggrégation des incidents sécuritaires, avoir une meilleure lecture des dynamiques internes dans les pays côtiers et mieux orienter les activités de veille et les décisions autour de la préparation et la réponse aux urgences.
- iii. Approfondir l'analyse des liens entre les anomalies négatives de biomasse dans les pays du Sahel central et les fréquences des conflits / conflits fonciers dans les pays côtiers.
- iv. Assurer un suivi régulier des mouvements de populations dans les pays ciblés.
- v. Compléter la collecte des données, pour renseigner les autres indicateurs sélectionnés pour l'outil de veille multirisques afin d'avoir une meilleure visibilité sur l'évolution du contexte.

Information sur les indicateurs

Ces indicateurs font référence à la méthodologie de veille élaborée par les experts sectoriels et les membres du GRANIT. Il est à souligner que seuls trois des 15 indicateurs présentés ci-dessous sont pris en compte dans ce rapport. L'ambition du GRANIT est de pouvoir inclure une analyse fondée sur l'ensemble des indicateurs dans les rapports à venir, selon la disponibilité des données.

Réfugiés

Thématique : 1.a Mouvement des populations

Source : UNHCR Data portal

Pays disponibles : Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana

Variables à suivre : Tous les réfugiés

Personnes déplacées internes (PDI)

Thématique : 1.a Mouvement des populations

Secteur : Protection

Indicateur équivalent : Humanitarian Indicator Registry

Code indicateur équivalent : P6-2

Troubles sociaux

Thématique : 2. Incidents de sécurité

Secteur : Protection

Source : ACLED

Pays disponibles : Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana

Variables à suivre : Arrestations ; Force excessive contre les manifestants ; Violence populaire ; Manifestation avec intervention des forces de l'ordre ; Manifestation violente

Note : Tensions internes/violences

Violences

Thématique : 2. Incidents de sécurité

Secteur : Protection

Source : ACLED

Pays disponibles : Côte d'Ivoire; Bénin; Togo; Ghana

Variables à suivre : Enlèvement/disparition forcée ; Frappe aérienne/ par drone ; Affrontement armé ; Attaque ; Utilisation perturbée des armes ; Grenade ; Explosif à distance/mine terrestre/IED ; Attaque par obus/artillerie/missile ; Violence sexuelle en temps de guerre; Attaque suicide ; Pillage/destruction de biens

Note : Violence externe

Centres médicaux attaqués

Thématique : 3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux

de base

Secteur : Santé

Sources : Services nationaux de santé

Indicateur équivalent : Humanitarian Indicator Registry

Code indicateur équivalent : P2

Note : Pour cet indicateur, on s'intéresse au nombre de centres qui ont été ciblés, pour mieux comprendre l'évolution de la violence

Centres médicaux affectés

Thématique : 3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base

Secteur : Santé

Sources : Services nationaux de santé

Note : Pour cet indicateur, nous voudrions avoir une idée du nombre de centres qui ont vu diminuer leur activité pour des problèmes liés au conflit (c'est à dire : centres où le personnel a arrêté d'y aller ; manque de médicaments ; etc)

Écoles (non) fonctionnelles en raison de l'insécurité

Thématique : 3.a Disponibilité/accessibilité aux services sociaux de base

Secteur : Éducation

Sources : BdD nationaux / évaluations EiE



OUTIL DE VEILLE MULTIRISQUES POUR LES PAYS CÔTIERS D'AFRIQUE DE L'OUEST

Bénin - Côte d'Ivoire - Ghana - Togo
Au 30 novembre 2023



Merci de scanner pour les dernières mises à jour